

Art. 6. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 27 mei 2009.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

—
Nota

(1) Deze ratio moet op basis van het drooggewicht worden bepaald.

—————
SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 2899

[C - 2009/27155]

**27 MAI 2009. — Arrêté du Gouvernement wallon
modifiant l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 26 juillet 1990
fixant le cahier des charges type déterminant les obligations générales des concessionnaires de mines**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 7 juillet 1988 sur les mines, notamment l'article 18;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 26 juillet 1990 fixant le cahier des charges type déterminant les obligations générales des concessionnaires de mines;

Vu l'avis n°46.017/4 du Conseil d'Etat, donné le 11 mars 2009, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté transpose partiellement la Directive 2006/21/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 mars 2006 concernant la gestion des déchets de l'industrie extractive et modifiant la Directive 2004/35/CE.

Art. 2. Dans l'annexe de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 26 juillet 1990 fixant le cahier des charges type déterminant les obligations générales des concessionnaires de mines, il est ajouté un article 13 rédigé comme suit :

« Art. 13. Les obligations en matière de remblayage des trous d'excavation par des déchets d'extraction sont définies en annexe. »

Art. 3. Dans l'annexe de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 26 juillet 1990 fixant le cahier des charges type déterminant les obligations générales des concessionnaires de mines, il est ajouté une annexe au cahier des charges type rédigée comme suit :

« Annexe

Obligations en matière de remblayage des trous d'excavation par des déchets d'extraction

1. La présente annexe s'applique aux déchets résultant de l'exploitation de mines, ci-après dénommés déchets d'extraction, à l'exclusion :

- 1° des déchets qui ne résultent pas directement de cette exploitation;
- 2° de l'injection d'eau pour des raisons techniques, dans les strates géologiques d'où les substances ont été extraites ou dans les strates géologiques que la nature rend en permanence impropres à d'autres utilisations. Ces injections ne contiennent pas d'autres substances que celles qui résultent des opérations susmentionnées;
- 3° de la réinjection d'eau extraite des mines.

2. Au sens de la présente annexe, on entend par :

- 1° déchet : tout déchet tel que défini à l'article 2, 1°, du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets;
- 2° traitement : un procédé mécanique, physique, biologique, thermique ou chimique, ou une combinaison de ces procédés, appliqué à des ressources minérales, destiné à extraire le minéral des ressources minérales, en ce compris la modification de la taille, le triage, la séparation et le lessivage, ainsi que le traitement secondaire de déchets précédemment mis au rebut, à l'exclusion de la fusion, des procédés de fabrication thermiques autres que la calcination de la pierre à chaux et des procédés métallurgiques;
- 3° lixiviat : tout liquide filtrant par percolation des déchets déposés et s'écoulant d'une installation de gestion de déchets ou contenu dans celle-ci, y compris les eaux de drainage polluées, et qui est susceptible de nuire à l'environnement s'il ne subit pas un traitement approprié;
- 4° substance dangereuse : une substance, un mélange ou une préparation dangereuse au sens de la Directive 67/548/CEE concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives relatives à la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances dangereuses ou de la Directive 1999/45/CE concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats membres relatives à la classification, à l'emballage et à l'étiquetage des préparations dangereuses;
- 5° eaux de surface : les eaux intérieures, à l'exception des eaux souterraines, les eaux de transition et des eaux côtières, sauf en ce qui concerne leur état chimique, pour lequel les eaux territoriales sont également incluses;
- 6° eaux souterraines : toutes les eaux se trouvant sous la surface du sol dans la zone de saturation et en contact direct avec le sol ou le sous-sol;

- 7° eaux de transition : des masses d'eaux de surface à proximité des embouchures de rivières, qui sont partiellement salines en raison de leur proximité d'eaux côtières, mais qui sont fondamentalement influencées par des courants d'eau douce;
 - 8° eaux côtières : les eaux de surface situées en-deçà d'une ligne dont tout point est situé à une distance d'un mille marin au-delà du point le plus proche de la ligne de base servant pour la mesure de la largeur des eaux territoriales et qui s'étendent, le cas échéant, jusqu'à la limite extérieure d'une eau de transition;
 - 9° exploitant : la personne physique ou morale responsable de la gestion des déchets d'extraction, y compris en ce qui concerne le stockage temporaire des déchets d'extraction ainsi que pendant la période d'exploitation de l'installation et après sa fermeture;
 - 10° détenteur de déchets : le producteur de déchets d'extraction ou la personne physique ou morale en possession de ces déchets;
 - 11° site : la totalité d'un terrain situé dans un endroit géographique précis et qui est géré par un exploitant.
3. L'exploitant, lorsqu'il replace les déchets d'extraction dans les trous d'excavation à des fins de remise en état et de construction, qu'ils soient créés par une extraction en surface ou par une extraction souterraine, prend les mesures visées aux points 4 à 6.
4. L'exploitant assure la stabilité des déchets d'extraction en veillant à ce que :
- 1° le remblayage soit réalisé sur un site adéquat, notamment en ce qui concerne les zones protégées et les conditions géologiques, hydrologiques, hydrogéologiques, sismiques et géotechniques, et qu'il remplisse les conditions nécessaires, à court et à long terme, pour prévenir la pollution du sol, de l'air, des eaux souterraines ou des eaux de surface, compte tenu notamment du Code de l'Eau, pour assurer une collecte efficace des lixiviats et des eaux contaminés dans les conditions prévues par l'autorisation et pour réduire l'érosion due à l'eau ou au vent dans la mesure où cela est techniquement possible et économiquement viable;
 - 2° le remblayage soit géré et entretenu de manière à assurer sa stabilité physique et à prévenir la pollution ou la contamination du sol, de l'air, des eaux de surface ou des eaux souterraines, à court et à long terme, ainsi qu'à limiter autant que possible les dégâts causés au paysage;
 - 3° les dispositions nécessaires aient été prises pour assurer la surveillance et l'inspection régulières du trou d'excavation par des personnes compétentes et pour intervenir au cas où l'on relèverait des signes d'instabilité ou de contamination de l'eau ou du sol;
 - 4° les dispositions nécessaires aient été prises pour remettre le site en état et fermer l'installation;
 - 5° les dispositions nécessaires aient été prises pour le suivi après fermeture du trou d'excavation.

Les rapports de surveillance et d'inspection mentionnés à l'alinéa 1^{er}, 3°, sont conservés, ainsi que les documents relatifs à l'autorisation, de manière à garantir le transfert approprié des informations, notamment en cas de changement d'exploitant.

5. 1. L'exploitant prévient la pollution du sol, des eaux de surface et des eaux souterraines en prenant les mesures nécessaires pour prévenir, conformément au Code de l'Eau, la détérioration de la qualité actuelle de l'eau, en procédant, entre autres, aux opérations suivantes :

- 1° évaluer le potentiel de production de lixiviats, y compris le niveau de contaminants de ces derniers, des déchets déposés pendant la période de remblayage, et effectuer le bilan hydrique;
- 2° prévenir la production de lixiviats et la contamination des eaux de surface ou des eaux souterraines et du sol par les déchets, ou les réduire au minimum;
- 3° recueillir et traiter les eaux contaminées et les lixiviats provenant de l'installation afin qu'ils atteignent la qualité requise pour pouvoir être rejetés.

5.2. Lorsque, sur la base d'une évaluation des risques environnementaux tenant compte en particulier, et selon leur applicabilité, des dispositions du Code de l'Eau, l'autorité compétente décide que la collecte et le traitement des lixiviats ne sont pas nécessaires, ou qu'il est établi que le trou d'excavation ne présente pas de danger pour le sol, les eaux souterraines ou les eaux de surface, elle peut assouplir les exigences visées au 5.1, 2° et 3° ou décider qu'il peut y être dérogé en conséquence.

5.3. Lorsqu'il replace les déchets d'extraction et les autres matières extraites dans les trous d'excavation autorisés à être inondés après fermeture, qu'ils soient créés par une extraction en surface ou par une extraction souterraine, l'exploitant prend les mesures nécessaires pour prévenir ou réduire au minimum la détérioration de l'eau et la pollution du sol conformément au 5.1, 1° et 3°.

Le concessionnaire fournit à l'autorité compétente les informations nécessaires pour assurer le respect de ses obligations.

6.1. Après le remblayage, l'exploitant est responsable de l'entretien, de la surveillance et du contrôle du site et des mesures correctives, pour toute la durée que l'ingénieur des mines, au vu de la nature et de la durée du danger, aura jugée nécessaire, sauf s'il décide d'assumer lui-même ces tâches à la place de l'exploitant, après le remblayage définitif et sans préjudice des dispositions communautaires, légales ou réglementaires relatives à la responsabilité du détenteur de déchets.

6.2. Si l'ingénieur des mines l'estime nécessaire afin de satisfaire aux exigences environnementales applicables prévues dans la législation communautaire et dans le Code de l'Eau, l'exploitant surveille, entre autres, la stabilité physique et chimique du trou d'excavation et réduit au minimum les effets néfastes sur l'environnement, notamment pour ce qui est des eaux de surface et des eaux souterraines, en veillant à ce que :

- 1° toutes les structures constitutives de l'installation soient surveillées et entretenues, les appareils de contrôle et de mesure étant toujours prêts à être utilisés;
- 2° le cas échéant, les canaux de surverse et les déversoirs soient nettoyés et dégagés. »

Art. 4. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 27 mai 2009.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2009 — 2899

[C — 2009/27155]

27. MAI 2009 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 26. Juli 1990 zur Festlegung des Musterlastenhefts zur Bestimmung der allgemeinen Verpflichtungen der Bergbaukonzessionäre

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 7. Juli 1988 über die Gruben, insbesondere des Artikels 18;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 26. Juli 1990 zur Festlegung des Musterlastenhefts zur Bestimmung der allgemeinen Verpflichtungen der Bergbaukonzessionäre;

Aufgrund des am 11. März 2009 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 46.017/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus;
Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Durch den vorliegenden Erlass wird die Richtlinie 2006/21/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 15. März 2006 über die Bewirtschaftung von Abfällen aus der mineralgewinnenden Industrie und zur Änderung der Richtlinie 2004/35/EG teilweise umgesetzt.**Art. 2** - In der Anlage des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 26. Juli 1990 zur Festlegung des Musterlastenhefts zur Bestimmung der allgemeinen Verpflichtungen der Bergbaukonzessionäre wird ein Artikel 13 mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

"Art. 13 – Die Verpflichtungen in Sachen Auffüllen der Abbauhohlräume durch Abbaufälle werden in der Anlage festgelegt."

Art. 3 - In der Anlage des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 26. Juli 1990 zur Festlegung des Musterlastenhefts zur Bestimmung der allgemeinen Verpflichtungen der Bergbaukonzessionäre wird eine Anlage zum Musterlastenheft mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

"Anlage

Verpflichtungen in Sachen Auffüllen der Abbauhohlräume durch Abbaufälle

1. Die vorliegende Anlage ist auf die Abfälle aus dem Bergbau, nachstehend Abbaufälle genannt, anwendbar, mit Ausnahme:
 - 1° der Abfälle, die nicht direkt durch diese Betreibung verursacht werden;
 - 2° der Einleitung von Wasser aus technischen Gründen in die geologischen Schichten, aus denen die Stoffe gewonnen worden sind, oder in die geologischen Schichten, welche die Natur dauerhaft zu anderen Verwendungen ungeeignet macht. Diese Einleitungen enthalten keine anderen Stoffe als diejenigen, die durch die oben erwähnten Vorgänge erzeugt werden;
 - 3° der Wiedereinleitung von aus den Steinbrüchen abgepumptem Wasser.
2. Im Sinne der vorliegenden Anlage gelten folgende Definitionen:
 - 1° Abfall: jeder Abfall im Sinne von Artikel 2, 1° des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle;
 - 2° Behandlung: der mechanische, physikalische, biologische, thermische oder chemische Prozess oder die Kombination solcher Prozesse, denen mineralische Rohstoffe zur Gewinnung des Minerals unterzogen werden, einschließlich solcher aus dem Betrieb von Steinbrüchen zur Mineralgewinnung, einschließlich Brechen, Klassierung, Trennung und Auslaugung, sowie das Wiederaufbereiten von Abgängen, ausgenommen das Schmelzen, thermische Gewinnungsprozesse (jedoch nicht das Brennen von Kalk) und metallurgische Prozesse;
 - 3° Sickerwasser: jede Flüssigkeit, die durch die abgelagerten Abfälle sickert und aus der Abfallentsorgungseinrichtung austritt oder in ihr zurückgehalten wird, einschließlich verschmutzter Drainage, die unbehandelt negative Auswirkungen auf die Umwelt haben kann;
 - 4° gefährlicher Stoff: ein Stoff, eine Mischung oder eine Zubereitung, die im Sinne der Richtlinie 67/548/EWG zur Angleichung der Rechts- und Verwaltungsvorschriften für die Einstufung, Verpackung und Kennzeichnung gefährlicher Stoffe oder der Richtlinie 1999/45/EWG zur Angleichung der Rechts- und Verwaltungsvorschriften der Mitgliedstaaten für die Einstufung, Verpackung und Kennzeichnung gefährlicher Zubereitungen gefährlich ist;
 - 5° Oberflächenwasser: die Binnengewässer, mit Ausnahme des Grundwassers, sowie die Übergangsgewässer und Küstengewässer, wobei im Hinblick auf den chemischen Zustand ausnahmsweise auch die Hoheitsgewässer eingeschlossen sind;
 - 6° Grundwasser: alles unterirdische Wasser in der Sättigungszone, das in unmittelbarer Berührung mit dem Boden oder dem Untergrund steht;
 - 7° Übergangsgewässer: die Oberflächenwasserkörper in der Nähe von Flussmündungen, die aufgrund ihrer Nähe zu den Küstengewässern einen gewissen Salzgehalt aufweisen, aber im wesentlichen von Süßwasserströmungen beeinflusst werden;
 - 8° Küstengewässer: die Oberflächengewässer auf der landwärtigen Seite einer Linie, auf der sich jeder Punkt eine Seemeile seewärts vom nächsten Punkt der Basislinie befindet, von der aus die Breite der Hoheitsgewässer gemessen wird, gegebenenfalls bis zur äußeren Grenze eines Übergangsgewässers;
 - 9° Betreiber: die natürliche oder juristische Person, die für die Bewirtschaftung der Abbaufälle verantwortlich ist, einschließlich dessen, was die zeitweilige Lagerung der Abbaufälle betrifft, sowie während des Zeitraums des Betriebs der Anlage und nach deren Schließung;
 - 10° Abfallbesitzer: der Erzeuger von Abbaufällen oder die natürliche bzw. juristische Person, in deren Besitz sich diese Abfälle befinden;
 - 11° Standort: die gesamte Fläche eines bestimmten geografischen Orts, die von einem Betreiber bewirtschaftet wird.

3. Wenn der Betreiber die Abbaufälle zu Wiederherstellungs- und Bauzwecken wieder in die Abbauhohlräume schüttet, ob diese im Tagebau oder Untertagebau erzeugt worden sind, ergreift er die in den Artikeln 4 bis 6 erwähnten Maßnahmen.
4. Der Betreiber sichert die Stabilität der Abbaufälle, indem er dafür sorgt:
 - 1° dass das Auffüllen an einem geeigneten Standort erfolgt, was die geschützten Gebiete und die geologischen, hydrologischen, hydrogeologischen, seismischen und geotechnischen Bedingungen betrifft, und dass er den notwendigen kurz- und langfristigen Bedingungen genügt, um der Verunreinigung des Bodens, der Luft, des Grundwassers oder des Oberflächenwassers, u.a. unter Berücksichtigung des Wassergesetzbuches, vorzubeugen, um eine wirksame Sammlung des Sickerwassers und des verunreinigten Wassers unter den in der Genehmigung vorgesehenen Bedingungen zu sichern und um die Erosion durch Wasser oder Wind, insofern dies technisch machbar und wirtschaftlich tragbar ist, zu verringern;
 - 2° dass das Auffüllen so betrieben und gewartet wird, dass seine physikalische Stabilität gesichert ist und dass der Verunreinigung oder der Kontaminierung des Bodens, der Luft, des Oberflächenwassers oder des Grundwassers kurz- und langfristig vorgebeugt wird, sowie dass die an der Landschaft verursachten Schäden möglichst begrenzt werden;
 - 3° dass die notwendigen Vorkehrungen getroffen worden sind, um die regelmäßige Überwachung und Inspektion des Abbauhohlraums durch fachkundige Personen zu sichern und um einzugreifen, falls sich Hinweise auf eine Instabilität oder Verschmutzung des Wassers oder des Bodens ergeben;
 - 4° dass die notwendigen Vorkehrungen getroffen worden sind, um den Standort in seinen ursprünglichen Zustand zu setzen und die Anlage zu schließen;
 - 5° die notwendigen Vorkehrungen getroffen worden sind, um die weitere Überwachung nach dem Auffüllen des Abbauhohlraums zu sichern.

Die in Absatz 1, 3° erwähnten Überwachungs- und Inspektionsberichte sowie die Dokumente bezüglich der Genehmigung werden so aufbewahrt, dass eine geeignete Weitergabe der Informationen insbesondere bei einem Wechsel des Betreibers gewährleistet wird.

5.1. Der Betreiber vermeidet die Verschmutzung des Bodens, des Oberflächenwassers und des Grundwassers, indem er die notwendigen Maßnahmen ergreift, um der Verschlechterung der jetzigen Wasserqualität gemäß dem Wassergesetzbuch vorzubeugen, indem er u.a. folgende Maßnahmen trifft:

- 1° das Potenzial der Sickerwasserbildung der abgelagerten Abfälle einschätzen, einschließlich des Schadstoffgehalts des Sickerwassers, der während des Zeitraums des Auffüllens abgelagerten Abfälle, und die Wasserbilanz vornehmen;
- 2° die Bildung von Sickerwasser sowie die Verschmutzung des Oberflächenwassers oder des Grundwassers und des Bodens durch Abfälle vermeiden oder so gering wie möglich halten;
- 3° das verschmutzte Wasser und das Sickerwasser aus der Anlage auffangen und behandeln, damit sie die erforderliche Qualität erreichen, um abgeleitet werden zu können.

5.2. Wenn die zuständige Behörde auf der Grundlage einer Bewertung der Umweltrisiken, in der insbesondere und im Rahmen ihrer Anwendbarkeit die Bestimmungen des Wassergesetzbuches berücksichtigt werden, beschließt, dass die Sammlung und Behandlung des Sickerwassers nicht notwendig sind, oder wenn erwiesen ist, dass der Abbauhohlraum keine Gefahr für den Boden, das Grundwasser oder das Oberflächenwasser darstellt, kann sie die in Punkt 5.1, 2° und 3° erwähnten Anforderungen mildern oder beschließen, dass von ihnen dementsprechend abgewichen werden kann.

5.3. Wenn der Betreiber die Abbaufälle und die anderen im Tagebau oder im Untertagebau gewonnenen Stoffe wieder in die Abbauhohlräume schüttet, die nach der Schließung geflutet werden dürfen, ergreift er die notwendigen Maßnahmen, um der Verschlechterung des Wassers und der Verunreinigung des Bodens gemäß 5.1, 1° und 3° vorzubeugen bzw. sie auf ein Minimum zu verringern.

Der Konzessionär gibt der zuständigen Behörde die zur Einhaltung seiner Verpflichtungen notwendigen Informationen.

6.1. Nach dem Auffüllen ist der Betreiber für die Wartung, die Überwachung und die Kontrolle des Standortes und der Korrekturmaßnahmen verantwortlich, dies für den ganzen Zeitraum, den der technische Beamte auf der Grundlage der Art und der Dauer der Gefahr für notwendig betrachtet hat, außer wenn er beschließt, diese Aufgaben an der Stelle des Betreibers vorzunehmen, dies nach dem endgültigen Auffüllen und unbeschadet der gemeinschaftlichen, gesetzlichen oder verordnungsmäßigen Bestimmungen über die Verantwortung des Abfallbesitzers.

6.2. Wenn der Bergbauingenieur es im Hinblick auf die Einhaltung der in der gemeinschaftlichen Gesetzgebung und im Wassergesetzbuch vorgesehenen anwendbaren Anforderungen in Sachen Umwelt für notwendig hält, überwacht der Betreiber u.a. die physikalische und chemische Stabilität des Abbauhohlraums und reduziert er auf ein Minimum die negativen Auswirkungen auf die Umwelt, u.a. im Bereich des Oberflächenwassers und des Grundwassers; dabei sorgt er dafür, dass:

- 1° alle die Anlage bildenden Strukturen überwacht und gewartet werden, wobei die Kontroll- und Messgeräte immer gebrauchsfertig sein müssen;
- 2° die Überlaufkanäle und -rinnen ggf. sauber und frei gehalten werden.“

Art. 4. Der Minister der Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 27. Mai 2009

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus
B. LUTGEN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 2899

[C — 2009/27155]

27 MEI 2009. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 26 juli 1990 tot bepaling van het typebestek waarin de algemene verplichtingen van de mijnconcessiehouders vastliggen

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 7 juli 1988 op de mijnen, inzonderheid op artikel 18;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 26 juli 1990 tot bepaling van het typebestek waarin de algemene verplichtingen van de mijnconcessiehouders vastliggen;

Gelet op het advies nr. 46.017/4 van de Raad van State, gegeven op 11 maart 2009, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Richtlijn 2006/21/EG van het Europees Parlement en de Raad van 15 maart 2006 betreffende het beheer van afval van winningsindustrieën en tot wijziging van Richtlijn 2004/35/EG wordt gedeeltelijk omgezet bij dit besluit.

Art. 2. De bijlage bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 26 juli 1990 tot bepaling van het typebestek waarin de algemene verplichtingen van de mijnconcessiehouders vastliggen wordt aangevuld met een artikel 13, luidend als volgt :

« Art. 13. De verplichtingen tot opvulling van de uitgravingskuilen met winningsafval worden in bijlage bepaald. »

Art. 3. In de bijlage bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 26 juli 1990 tot bepaling van het typebestek waarin de algemene verplichtingen van de mijnconcessiehouders vastliggen wordt een bijlage bij het typebestek toegevoegd, luidend als volgt :

« Bijlage

Onderafdeling 2. – Verplichtingen tot opvulling van de uitgravingskuilen met winningsafval

1. Deze bijlage is van toepassing op afvalstoffen afkomstig van de ontginning van mijnen, hierna winningsafval genoemd, met uitzondering van :
 - 1° afvalstoffen die niet rechtstreeks van deze ontginning afkomstig zijn;
 - 2° injectie van water om technische redenen, in geologische formaties waaruit de stoffen zijn gewonnen of in geologische formaties die van natuur blijvend ongeschikt zijn voor andere doeleinden. Deze injecties bevatten geen andere stoffen dan die welke uit bovenvermelde verrichtingen voortvloeien;
 - 3° de herinjectie van uit mijnen gepompt water.
2. In de zin van deze bijlage wordt verstaan onder :
 - 1° afvalstoffen : alle afvalstoffen zoals bedoeld in artikel 2, 1°, van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen;
 - 2° verwerking : een mechanisch, fysisch, biologisch, thermisch of chemisch proces, of een combinatie van dergelijke processen die op minerale bronnen worden uitgevoerd met de bedoeling het mineraal te extraheren, inclusief het wijzigen van de grootte ervan, het indelen, het scheiden en uitlogen, en het opnieuw verwerken van eerder weggegooid afval, smelten uitgezonderd, andere thermische productieprocessen dan de verbranding van kalksteen, en metallurgische processen;
 - 3° percolaat : elke vloeistof die door de gestorte afvalstoffen sijpelt en afkomstig is uit een afvalvoorziening of zich daarin bevindt, met inbegrip van verontreinigd afvoerwater dat, als het niet op de juiste wijze behandeld wordt, nadelige effecten op het milieu kan hebben;
 - 4° gevaarlijke stof : een stof, mengsel of preparaat dat gevaarlijk is in de zin van Richtlijn 67/548/EEG betreffende de aanpassing van de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen inzake de indeling, de verpakking en het kenmerken van gevaarlijke stoffen of Richtlijn 1999/45/EG betreffende de onderlinge aanpassing van de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen van de lidstaten inzake de indeling, de verpakking en het kenmerken van gevaarlijke preparaten;
 - 5° oppervlaktewater : binnenwateren, met uitzondering van grondwater, overgangswater en kustwateren, en voor zover het de chemische toestand betreft, ook territoriale wateren;
 - 6° grondwater : al het water dat zich onder het bodemoppervlak in de verzadigde zone bevindt en dat in rechtstreeks contact met de bodem of de ondergrond staat;
 - 7° overgangswater : een oppervlaktewaterlichaam in de nabijheid van een riviermonding, dat gedeeltelijk zoutachtig is door de nabijheid van kustwateren, maar dat in belangrijke mate door zoetwaterstromen wordt beïnvloed;
 - 8° kustwateren : de oppervlaktewateren, gelegen aan de landzijde van een lijn waarvan elk punt zich op een afstand bevindt van één zeemijl zeewaarts van het dichtstbijzijnde punt van de basislijn vanwaar de breedte van de territoriale wateren wordt gemeten, zo nodig uitgebreid tot de buitengrens van een overgangswater;
 - 9° exploitant : de natuurlijke persoon of rechtspersoon die verantwoordelijk is voor het beheer van winningsafval, tevens met betrekking tot de tijdelijke opslag van winningsafval, alsmede de exploitatiefasen en de fase na de sluiting;
 - 10° afvalhouder : de producent van winningsafval of de natuurlijke persoon of rechtspersoon die het afval in bezit heeft;
 - 11° terrein : het geheel van een terrein gelegen op een afzonderlijke geografische locatie en beheerd door een exploitant.

3. De exploitant die de met het oog op rehabilitatie- en bouwdoeleinden winningsafval teruggooit in de door bovengrondse of ondergrondse winning ontstane uitgravingskuilen, neemt de maatregelen bedoeld in de punten 4 tot 6.
4. De exploitant waarborgt de stabiliteit van het winningsafval door ervoor te zorgen dat :
 - 1° de opvulling op een geschikt terrein gebeurt, in het bijzonder wat betreft van beschermde gebieden en geologische, hydrologische, hydrogeologische, seismische en geotechnische factoren, en dat hij aan de noodzakelijke voorwaarden voldoet om, op korte en lange termijn, verontreiniging van de bodem, de lucht, het grondwater of het oppervlaktewater te voorkomen, rekening houdend met o.a., het Waterwetboek, om ervoor te zorg dat verontreinigd water en percolaat op doelmatige wijze worden verzameld onder de voorwaarden waarin de vergunning voorziet, en erosie door water of wind tegen te gaan voor zover dat technisch mogelijk en haalbaar is;
 - 2° de opvulling wordt beheerd en onderhouden teneinde op korte en lange termijn de fysische stabiliteit ervan te waarborgen en verontreiniging of besmetting van de bodem, de lucht, het oppervlaktewater of het grondwater te voorkomen en schade aan het landschap zoveel mogelijk te minimaliseren;
 - 3° er passende plannen en regelingen zijn voor de periodieke monitoring en de inspectie van de uitgravingskuil door competente personen en voor het ondernemen van actie indien de resultaten wijzen op instabiliteit of verontreiniging van het water of de bodem;
 - 4° passende regelingen zijn getroffen voor de rehabilitatie van het terrein en de sluiting van de afvalvoorziening;
 - 5° passende regelingen zijn getroffen voor de fase na de sluiting van de uitgravingskuil.

De gegevens van de monitoring en de inspecties als bedoeld onder 1, 3°, worden, samen met de vergunningsdocumenten, bijgehouden om de passende overdracht van informatie te verzekeren, met name in het geval van een wijziging van exploitant.

5. 1. Om de verontreiniging van de bodem, het oppervlaktewater en het grondwater te voorkomen, neemt de exploitant de noodzakelijke maatregelen om, overeenkomstig het Waterwetboek, de verslechtering van de huidige toestand van het water te voorkomen, onder meer door :

- 1° de potentiële percolaatvorming te evalueren, met inbegrip van de verontreinigde bestanddelen van het percolaat, vanuit het tijdens de opvullingsfase gestorte afval, en de waterbalans te bepalen;
- 2° te voorkomen, of zoveel mogelijk te voorkomen, dat percolaat wordt gegenereerd en oppervlaktewater en grondwater of de bodem door het afval worden verontreinigd;
- 3° het verontreinigde water en percolaat van de afvalvoorziening verzameld en behandeld worden totdat wordt voldaan aan de van toepassing zijnde normen voor de lozing ervan.

5.2. Als de bevoegde overheid op basis van een beoordeling van de milieurisico's en rekening houdend met de bepalingen van het Waterwetboek, voor zover van toepassing, heeft besloten dat het verzamelen en behandelen van percolaat niet nodig is, of wanneer is vastgesteld dat de uitgravingskuil geen potentieel gevaar voor de bodem, het grondwater of het oppervlaktewater vormt, kan ze de in 5.1, 2° en 3° bedoelde voorschriften versoepelen of beslissen dat er dientengevolge van afgeweken mag worden.

5.3. Wanneer de exploitant de winningsafval en andere ontgonnen stoffen terugplaatst in de uitgravingskuilen, ontstaan door bovengrondse of ondergrondse winning, die na sluiting mogen volstromen, neemt hij de nodige maatregelen om de verslechtering van de waterkwaliteit en bodemverontreiniging te voorkomen of tot een minimum te beperken, overeenkomstig 5.1, 1° en 3°.

De concessiehouder verstrekt aan de bevoegde overheid de informatie die noodzakelijk is voor de naleving van zijn verplichtingen.

6.1. Na de opvulling is de exploitant verantwoordelijk voor het onderhoud, de monitoring en de controle op het terrein en de corrigerende maatregelen voor zolang de mijningenieur zulks verlangt, rekening houdend met de aard en de duur van het gevaar, tenzij hij besluit dergelijke taken na de definitieve opvulling van de exploitant over te nemen, onverminderd de nationale of communautaire wetgeving betreffende de aansprakelijkheid van de afvalhouder.

6.2. Indien de mijningenieur het noodzakelijk acht ten einde te voldoen aan de relevante milieuvorwaarden waarin de Gemeenschapswetgeving en het Waterwetboek voorzien, zal de exploitant, onder meer, de fysische en chemische stabiliteit van de uitgravingskuil onder controle houden en eventuele negatieve milieueffecten tot een minimum beperken, in het bijzonder met betrekking tot het oppervlaktewater en het grondwater, door ervoor te zorgen dat :

- 1° alle structuren die deel uitmaken van de voorziening worden gemonitord en in stand gehouden, met controle- en meetapparatuur die altijd gebruiksklaar is;
- 2° voor zover van toepassing, overloop- en afvoerkanalen schoon en vrij worden gehouden. »

Art. 4. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 27 mei 2009.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN